



Madame la Directrice Académique, Mmes et mrs les membres du CSA-SD,

Nous voici de nouveau réuni-es pour échanger sur la carte scolaire pour l'année à venir. Car oui, n'en déplaise à M. le président Accary, à Mme la sénatrice Mercier, ou à M. le député Margueritte, pour encore quelques heures, les discussions sur la carte scolaire relèvent de la compétence de l'éducation nationale. Nous savons bien que les choses ne sont pas tout à fait si simples que cela, mais si l'époque où des équipes pédagogiques apprenaient la fermeture de classe de leur école par un-e attaché-e parlementaire et avant même que les instances ne se soient réunies, si cette époque, donc, était révolue, la FSU ne pourrait que s'en réjouir.

Ceci dit, là où nous pouvons rejoindre les déclarations de ces élu-es dans la presse, sur le fond, c'est sur l'inadéquation totale de la carte scolaire avec les réalités de terrain. Et la pillule est encore plus dure à avaler quand nous apprenons que le ministre a rendu à Bercy 144 millions d'euros du budget 2022 de l'EN. 144 millions d'euros ! Cet argent qui aurait dû être le nôtre aurait permis de créer plus de 3000 postes d'enseignant-es et d'améliorer d'autant les conditions de travail de chacun-e. Mais au lieu de cela, ce sont 1177 postes que le ministre nous demande de rendre. Quel est son objectif ? Montrer au chef qu'il est un bon élève ou bien s'inscrire dans la politique macronnienne d'affaiblissement des services publics, de gavage des grandes entreprises à l'argent public au détriment de la population générale ? Cette radicalisation néolibérale doit cesser. C'est aussi le message qu'ont voulu faire passer les quelques 2,5 millions de manifestant-es, dont plus de 20 000 dans notre département, qui sont descendu-es hier dans la rue pour exiger la fin de cette déshumanisation.